



Plateforme numérique commune France Bleu-France 3

« ICI » OU AILLEURS,

NOUS N'EN VOULONS PAS !

Le Syndicat National des Journalistes (SNJ) de France Télévisions et de Radio France réaffirme son opposition au projet politique de fusion des sites internet de France Bleu et de France 3 sur une plateforme baptisée « ici ».

Sur le fond, ce projet, mené à marche forcée, n'a pas de sens. Les plateformes web et les applications des deux réseaux ont largement trouvé leur public et sont devenues des sites de référence, notamment en termes d'information locale.

Chaque réseau s'est construit avec des professionnels motivés et volontaires qui, au fil des années, ont trouvé leur propre organisation pour répondre aux besoins des internautes de plus en plus nombreux à consulter nos sites.

Le projet de Groupement d'Intérêt Économique (GIE), qui a été décidé par les directions, risque de détruire tous les efforts consentis par les salariés.

A l'heure du « web first » et du développement des réseaux sociaux, perdre nos plateformes et nos marques, c'est inacceptable !

Sur la forme, plus nous interrogeons nos directions respectives, moins l'organisation future semble claire, en particulier sur la coordination éditoriale, dans les cas d'informations contradictoires, ou d'urgence de publication.

A Radio France, comme à France Télévisions, l'expérience de France Info a laissé des traces et les plaies sont loin d'être refermées, concernant le site de la chaîne.

Des moyens pour de vrais projets

Ce n'est pas d'un projet commun dont nos sites ont besoin, mais de vrais moyens pour les faire tourner, dans les rédactions de France 3 et dans les locales de France Bleu.

Il faut des moyens aussi pour enrichir la grille de France 3 le matin, sans passer par l'artifice d'une matinale de radio filmée à peu de frais, et très peu regardée.

Enfin, les réseaux du service public de proximité n'ont pas besoin d'un début de fusion, mais de moyens pour être réellement présents dans les territoires.

Pour porter des projets ambitieux qui respectent les identités, les salariés et le pluralisme de l'information, le SNJ sera toujours là. Il continuera de se battre contre les stratégies dictées par des injonctions politiques absurdes.

Le SNJ appellera les salariés et les organisations syndicales de France télévisions et de Radio France à une mobilisation contre le projet de plateforme numérique commune, qui porte atteinte au pluralisme de l'information, détruit nos emplois, et dégrade nos conditions de travail.

Paris, le 25 février 2022